

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XI LEGISLATURA —

N. 1037

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(COLOMBO)

di concerto col Ministro di grazia e giustizia

(MARTELLI)

e col Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato

(GUARINO)

(V. Stampato Camera n. 1537)

approvato dalla Camera dei deputati il 2 marzo 1993

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 3 marzo 1993*

Ratifica ed esecuzione della convenzione UNIDROIT sul
leasing finanziario internazionale, fatta ad Ottawa il 28
maggio 1988

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione UNIDROIT sul *leasing* finanziario internazionale, fatta ad Ottawa il 28 maggio 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**CONVENTION D'UN DROIT SUR LE
CRÉDIT-BAIL INTERNATIONAL**

**LES ÉTATS PARTIES À LA
PRÉSENTE CONVENTION,**

RECONNAISSANT l'importance
d'éliminer certains obstacles
juridiques au crédit-bail mobilier
international, et de veiller à
l'équilibre entre les intérêts des
différentes parties à l'opération,

CONSCIENTS de la nécessité de
rendre le crédit-bail international
un avantage accessible,

CONSCIENTS que les règles
juridiques régissant habituellement
le contrat de bail méritent d'être
adaptées aux relations
triangulaires caractéristiques qui
présentent des opérations de
crédit-bail,

RECONNAISSANT en conséquence
l'utilité de fixer certaines règles
uniformes relatives à l'opération
de crédit-bail international en ses
aspects relevant essentiellement du
droit civil et commercial,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

**CHAPITRE I - CHAMP
D'APPLICATION ET DISPOSITIONS
GÉNÉRALES**

Article premier

1.- La présente Convention
régit l'opération de crédit-bail
décrite au paragraphe 2, dans
laquelle une partie (le
crédit-bailleur)

a) conclut, sur
l'indication d'une autre partie (le
crédit-preneur), un contrat (le
contrat de fourniture) avec une
troisième partie (le fournisseur)
en vertu duquel elle acquiert un
bien d'équipement, du matériel ou
de l'outillage (le matériel) dans
des termes approuvés par le
crédit-preneur pour autant qu'ils
le concernent, et

b) conclut un contrat
(le contrat de crédit-bail) avec le
crédit-preneur donnant à celui-ci
le droit d'utiliser le matériel
moyennant le paiement de loyers.

2.- L'opération de
crédit-bail visée au paragraphe
précédent est une opération qui
présente les caractéristiques
suivantes:

a) le crédit-preneur
choisit le matériel et le
fournisseur sans faire appel de
façon déterminante à la compétence
du crédit-bailleur;

b) l'acquisition du
matériel incombe au crédit-bailleur
en vertu d'un contrat de
crédit-bail, conclu ou à conclure
entre le crédit-bailleur et le
crédit-preneur, dont le fournisseur
a connaissance;

c) les loyers stipulés
au contrat de crédit-bail sont
calculés pour tenir compte
notamment de l'amortissement de la
totalité ou d'une partie importante
du coût du matériel.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3.- La présente Convention s'applique que le crédit-preneur ait ou qu'il n'ait pas, à l'origine ou par la suite, la faculté d'acheter le matériel ou de le louer à nouveau, même pour un prix ou un loyer symbolique.

4.- La présente Convention régit les opérations de crédit-bail portant sur tout matériel à l'exception de celui qui doit être utilisé par le crédit-preneur à titre principal pour son usage personnel, familial ou domestique.

Article 2

Dans le cas d'une ou de plusieurs opérations de sous-crédit-bail ou de sous-location portant sur le même matériel, la présente Convention s'applique à chaque opération qui constitue une opération de crédit-bail et qui est régie par la présente Convention, comme si la personne de qui le premier crédit-bailleur (tel que défini au paragraphe 1 de l'article précédent) a acquis le matériel était le fournisseur, et comme si le contrat en vertu duquel le matériel a été ainsi acquis était le contrat de fourniture.

Article 3

1.- La présente Convention s'applique lorsque le crédit-bailleur et le crédit-preneur ont leur établissement dans des États différents et que:

a) ces États ainsi que l'État où le fournisseur a son établissement sont des États contractants; ou

b) que le contrat de fourniture et le contrat de crédit-bail sont régis par la loi d'un État contractant.

2.- L'établissement auquel il est fait référence dans la présente Convention désigne, si l'une des parties à l'opération de crédit-bail a plus d'un établissement, l'établissement qui a la relation la plus étroite avec le contrat en question et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion de ce contrat.

Article 4

1.- Les dispositions de la présente Convention ne cessent pas de s'appliquer du simple fait de l'incorporation ou de la fixation du matériel à un immeuble.

2.- Les questions relatives à l'incorporation ou à la fixation du matériel à un immeuble, ainsi que les droits respectifs du crédit-bailleur et des titulaires d'un droit réel sur l'immeuble qui en résultent, sont régis par la loi de l'État de situation de cet immeuble.

Article 5

1.- L'application de la présente Convention ne peut être écartée que si chacune des parties au contrat de fourniture et chacune des parties au contrat de crédit-bail consent à son exclusion.

2.- Lorsque l'application de la présente Convention n'a pas été écartée conformément au paragraphe précédent, les parties peuvent, dans leurs relations mutuelles, déroger à l'une quelconque de ses dispositions ou en modifier les effets à l'exception de ce qui est prévu au paragraphe 3 de l'article 8, à l'alinéa b) du paragraphe 3, et au paragraphe 4 de l'article 13.

Article 6

1.- Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son objet, de ses buts tels qu'ils sont énoncés dans le préambule, de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application ainsi que d'assurer le respect de la bonne foi dans le commerce international.

2.- Les questions concernant les matières régies par la présente Convention et qui ne sont pas expressément tranchées par elle seront réglées selon les principes généraux dont elle s'inspire ou, à défaut de ces principes, conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

CHAPITRE II - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 7

1.- a) Les droits réels du crédit-bailleur sur le matériel sont opposables au syndic de faillite et aux créanciers du crédit-preneur, y compris aux créanciers porteurs d'un titre exécutoire définitif ou provisoire.

b) Aux fins du présent paragraphe, le terme "syndic de faillite" comprend le liquidateur, l'administrateur ou toute autre personne désignée pour gérer les biens du crédit-preneur dans l'intérêt des créanciers.

2.- Lorsque la loi applicable soumet l'opposabilité à une personne visée au paragraphe précédent des droits réels du crédit-bailleur sur le matériel au respect de règles de publicité, ces droits ne lui seront opposables que si les conditions fixées par ces règles ont été respectées.

3.- Aux fins du paragraphe précédent, la loi applicable est la loi de l'État qui, au moment où la personne visée au paragraphe 1 est en droit d'invoquer les règles visées au paragraphe 2, est:

a) en ce qui concerne les navires et les bateaux immatriculés, l'État dans lequel le navire ou le bateau est immatriculé au nom de son propriétaire. Aux fins du présent alinéa, l'affrètement coque nue n'est pas considéré comme un propriétaire;

b) en ce qui concerne les aéronefs immatriculés conformément à la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le 7 décembre 1944, l'État dans lequel l'aéronef est immatriculé;

c) en ce qui concerne un autre matériel, appartenant à une catégorie de matériel qui peut être normalement déplacé d'un État à un autre, tel que les moteurs d'aéronefs, l'État de l'établissement principal du crédit-preneur;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) en ce qui concerne tout autre matériel, l'état où le matériel est situé.

4.- Le paragraphe 2 ne porte pas atteinte aux dispositions de tout autre traité qui obligent à reconnaître les droits réels du crédit-bailleur sur le matériel.

5.- Le présent article ne règle pas le rang des créanciers titulaires:

a) d'un privilège, ou d'une sûreté mobilière sur le matériel, constitués ou non en vertu d'un contrat, à l'exception de ceux qui dérivent d'un titre exécutoire définitif ou provisoire, ou

b) d'un droit de saisir, de retenir ou de disposer portant spécialement sur des navires, des bateaux ou des aéronefs, reconnu par une disposition de la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

Article 8

1.- a) Sous réserve des dispositions de la présente Convention ou des stipulations du contrat de crédit-bail, le crédit-bailleur est exonéré de toute responsabilité liée au matériel à l'égard du crédit-preneur sauf dans la mesure où le crédit-preneur a subi un préjudice résultant de son recours à la compétence du crédit-bailleur et de l'intervention de celui-ci dans le choix du matériel, de ses caractéristiques ou du fournisseur.

b) Le crédit-bailleur est exonéré, en sa qualité de crédit-bailleur, à l'égard des tiers, de toute responsabilité à raison du décès, des dommages aux personnes et aux biens causés par le matériel.

c) Les dispositions du présent paragraphe ne régissent pas la responsabilité du crédit-bailleur, pris en une autre qualité, telle que celle de propriétaire.

2.- Le crédit-bailleur garantit le crédit-preneur de l'éviction ou de tout trouble de jouissance du fait d'une personne ayant un droit de propriété ou un droit supérieur, ou qui fait valoir un tel droit dans le cadre d'une procédure judiciaire, lorsque ce droit ou cette prétention ne résulte pas de l'acte ou de l'omission du crédit-preneur.

3.- Les parties ne peuvent déroger aux dispositions du paragraphe précédent ni en modifier les effets dès lors que le droit ou la prétention résulte de l'acte ou de l'omission intentionnel du crédit-bailleur, ou de sa faute lourde.

4.- Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne portent pas atteinte à toute obligation de garantie plus étendue contre l'éviction ou tout trouble de jouissance, incombant au crédit-bailleur conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé, et à laquelle il ne peut être dérogé.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 9

1.- Le crédit-preneur prend soin du matériel, l'utilise dans les conditions raisonnables et le maintient dans l'état où il a été livré, compte tenu de l'usure consécutive à un usage normal et de toute modification du matériel convenue par les parties.

2.- À la fin du contrat de crédit-bail, le crédit-preneur restitue le matériel au crédit-bailleur dans l'état décrit au paragraphe précédent, à moins qu'il ne l'ait acheté ou loué à nouveau.

Article 10

1.- Les obligations du fournisseur qui résultent du contrat de fourniture peuvent également être invoquées par le crédit-preneur comme s'il était lui-même partie à ce contrat et comme si le matériel devait lui être livré directement. Toutefois, le fournisseur n'est pas responsable à l'égard du crédit-bailleur et du crédit-preneur pour les mêmes dommages.

2.- Le présent article ne donne pas au crédit-preneur le droit de résilier ou d'annuler le contrat de fourniture sans le consentement du crédit-bailleur.

Article 11

Il ne peut être porté atteinte aux droits du crédit-preneur, résultant du contrat de fourniture en vertu de la présente Convention, par une modification d'un terme quelconque du contrat de fourniture qu'il a préalablement approuvé, à moins qu'il n'ait consenti à cette modification.

Article 12

1.- À défaut de livraison, en cas de livraison tardive ou de livraison d'un matériel non conforme au contrat de fourniture:

a) le crédit-preneur a le droit, à l'égard du crédit-bailleur, de refuser le matériel ou de résilier le contrat de crédit-bail; et

b) le crédit-bailleur a le droit de remédier à l'inexécution de son obligation de livrer le matériel conformément au contrat de fourniture,

comme si le crédit-preneur avait acheté le matériel au crédit-bailleur dans les termes mêmes du contrat de fourniture.

2.- Les droits prévus au paragraphe précédent s'exercent et se perdent dans les mêmes conditions que si le crédit-bailleur et le crédit-preneur avaient conclu un contrat de vente dans les termes mêmes du contrat de fourniture.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3.- Le crédit-preneur peut obtenir les loyers stipulés au contrat de crédit-bail jusqu'à ce que le crédit-bailleur ait remédié à l'inexécution de son obligation de livrer le matériel conformément au contrat de fourniture, ou que le crédit-preneur ait perdu le droit de refuser le matériel.

4.- Lorsqu'il a résilié le contrat de crédit-bail, le crédit-preneur peut recouvrer tous les loyers et autres sommes payés à l'avance, diminués d'une somme raisonnable eu égard au profit qu'il a pu éventuellement retirer du matériel.

5.- Le crédit-preneur n'a d'autre action contre le crédit-bailleur du fait de l'absence de livraison, de la livraison tardive ou de la livraison d'un matériel non conforme, que dans la mesure où elle résulte de l'acte ou de l'omission du crédit-bailleur.

6.- Le présent article ne porte pas atteinte aux droits reconnus au crédit-preneur par l'article 10 à l'encontre du fournisseur.

Article 13

1.- En cas de défaillance du crédit-preneur, le crédit-bailleur peut percevoir les loyers échus et impayés, ainsi que des intérêts moratoires et des dommages-intérêts.

2.- En cas de défaillance substantielle du crédit-preneur, et sous réserve du paragraphe 5, le crédit-bailleur peut également

exiger le paiement anticipé de la valeur des loyers à échoir, lorsque le contrat de crédit-bail le prévoit, ou résilier le contrat de crédit-bail et, après la résiliation:

a) reprendre le matériel; et

b) percevoir les dommages-intérêts qui le placeraient dans la situation où il se serait trouvé si le crédit-preneur avait exécuté convenablement le contrat de crédit-bail.

3.- a) Le contrat de crédit-bail peut définir le mode de calcul des dommages-intérêts qui peuvent être perçus en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 2.

b) Cette stipulation est valable entre les parties à moins qu'elle n'aboutisse à une indemnité excessive par rapport aux dommages-intérêts prévus à l'alinéa b) du paragraphe 2. Les parties ne peuvent déroger aux dispositions du présent alinéa ni en modifier les effets.

4.- Lorsque le crédit-bailleur a résilié le contrat de crédit-bail, il ne peut faire valoir une clause de ce contrat prévoyant le paiement anticipé de la valeur des loyers à échoir, mais la valeur de ces loyers peut être prise en considération pour le calcul des dommages-intérêts qui peuvent être perçus en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 2, et du paragraphe 3. Les parties ne peuvent déroger aux dispositions du présent paragraphe ni en modifier les effets.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5.- Le crédit-bailleur ne peut exiger le paiement anticipé de la valeur des loyers à échoir ni résilier le contrat de crédit-bail en vertu du paragraphe 2 que s'il a offert au crédit-preneur une possibilité effective de remédier à sa défaillance, pour autant que ceci soit possible.

6.- Le crédit-bailleur ne peut percevoir de dommages-intérêts dans la mesure où il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour limiter son préjudice.

Article 14

1.- Le crédit-bailleur peut consentir des sûretés sur le matériel ou céder tout ou partie de ses droits sur le matériel ou de ceux qu'il tient du contrat de crédit-bail. Une telle cession ne saurait libérer le crédit-bailleur d'aucune des obligations qui lui incombent au titre du contrat de crédit-bail ni dénaturer ce contrat, ni en modifier le régime juridique tel qu'il résulte de la présente Convention.

2.- Le crédit-preneur peut céder le droit à l'usage du matériel ou tout autre droit qu'il tient du contrat de crédit-bail, pourvu que le crédit-bailleur ait consenti à la cession, et sous réserve des droits des tiers.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Article 15

1.- La présente Convention sera ouverte à la signature à la séance de clôture de la Conférence

diplomatique pour l'adoption des projets de Conventions d'Unidroit sur l'affacturage international et sur le crédit-bail international et restera ouverte à la signature de tous les États à Ottawa jusqu'au 31 décembre 1990.

2.- La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les États qui l'ont signée.

3.- La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les États qui ne sont pas signataires, à partir de la date à laquelle elle sera ouverte à la signature.

4.- La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du dépositaire.

Article 16

1.- La présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2.- Pour tout État qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur à l'égard de cet État le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 17

La présente Convention ne prévaut pas sur un traité déjà conclu ou à conclure; en particulier elle ne porte pas atteinte à la responsabilité qui pèse sur toute personne en vertu de traités existants ou futurs.

Article 18

1.- Tout État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent dans les matières régies par la présente Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration par une nouvelle déclaration.

2.- Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et désigneront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3.- Si en vertu d'une déclaration faite conformément au présent article, la présente Convention s'applique à l'une ou plusieurs des unités territoriales d'un État contractant, mais non pas à toutes et si l'établissement d'une partie est situé dans cet État, cet établissement sera considéré, aux fins de la présente Convention, comme n'étant pas situé dans un État contractant, à moins qu'il ne soit situé dans une unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

4.- Si un État contractant ne fait pas de déclaration en vertu du paragraphe 1, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

Article 19

1.- Deux ou plusieurs États contractants qui, dans des matières régies par la présente Convention, appliquent des règles juridiques identiques ou voisines peuvent, à tout moment, déclarer que la Convention ne s'applique pas lorsque le fournisseur, le crédit-bailleur et le crédit-preneur ont leur établissement dans ces États. De telles déclarations peuvent être faites conjointement ou être unilatérales et réciproques.

2.- Tout État contractant qui, dans des matières régies par la présente Convention, applique des règles juridiques identiques ou voisines de celles d'un ou de plusieurs États non contractants peut, à tout moment, déclarer que la Convention ne s'applique pas lorsque le fournisseur, le crédit-bailleur et le crédit-preneur ont leur établissement dans ces États.

3.- Lorsqu'un État à l'égard duquel une déclaration a été faite en vertu du paragraphe précédent devient par la suite un État contractant, la déclaration mentionnée aura, à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur à l'égard de ce nouvel État contractant, les effets d'une déclaration faite en vertu du paragraphe 1, à condition que le nouvel État contractant s'y associe ou fasse une déclaration unilatérale à titre réciproque.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 20

Un État contractant peut, lors de la signature, de la notification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'il substituera au paragraphe 3 de l'article 8 son droit interne si celui-ci ne permet pas au crédit-bailleur de se exonérer de sa faute ou de sa négligence.

Article 21

1.- Les déclarations faites en vertu de la présente Convention dès la signature sont sujettes à confirmation lors de la notification, de l'acceptation ou de l'approbation.

2.- Les déclarations, et la confirmation des déclarations, seront faites par écrit et immédiatement notifiées au dépositaire.

3.- Les déclarations prendront effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'État déclarant. Cependant, les déclarations dont le dépositaire n'a reçu notification formelle avant cette date prendront effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois à compter de la date de leur réception par le dépositaire. Les déclarations unilatérales et réciproques faites en vertu de l'article 19, prendront effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de la réception de la dernière déclaration par le dépositaire.

4.- Tout État qui fait une déclaration en vertu de la présente Convention peut à tout moment la retirer par une notification formelle adressée par écrit au dépositaire. Ce retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5.- Le retrait d'une déclaration faite en vertu de l'article 19 rendra caduque, à l'égard de l'État qui a fait le retrait, à partir de la date de sa prise d'effet, toute déclaration conjointe ou unilatérale et réciproque faite par un autre État en vertu de ce même article.

Article 22

Aucune réserve n'est autorisée autre que celles qui sont expressément autorisées par la présente Convention.

Article 23

La présente Convention s'applique à une opération de crédit-bail lorsque le contrat de crédit-bail et le contrat de fourniture sont tous deux conclus après l'entrée en vigueur de la Convention dans les États contractants visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3, ou dans l'État ou les États contractants visés à l'alinéa b) du paragraphe 1 dudit article.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 24

1.- La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des États contractants à tout moment à compter de la date à laquelle elle entre en vigueur à l'égard de cet État.

2.- La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

3.- La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date du dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans l'instrument de dénonciation, celle-ci prend effet à l'expiration de la période en question après le dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du dépositaire.

Article 25

1.- La présente Convention sera déposée auprès du Gouvernement du Canada.

2.- Le Gouvernement du Canada:

a) informe tous les États qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré et le Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit):

i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de toute déclaration, effectuée en vertu des articles 18, 19 et 20;

iii) du retrait de toute déclaration, effectué en vertu du paragraphe 4 de l'article 21;

iv) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention;

v) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

b) transmet des copies certifiées de la présente Convention à tous les États signataires et à tous les États qui y adhèrent, et au Président de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit).

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Ottawa, le vingt-huit mai mil neuf cent quatre-vingt-huit, en un seul original, dont les textes anglais et français sont également authentiques.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE UNIDROIT SUL LEASING FINANZIARIO INTERNAZIONALE

GLI STATI PARTI CONTRAENTI DELLA PRESENTE CONVENZIONE

RICONOSCIUTA l'importanza di eliminare alcuni ostacoli giuridici al *leasing* finanziario internazionale di beni strumentali (*equipment*) e di salvaguardare un giusto equilibrio di interessi tra le diverse parti di tale tipo di operazione,

CONSCI della necessità di rendere il *leasing* finanziario internazionale più accessibile,

CONSAPEVOLI del fatto che le regole giuridiche che disciplinano il contratto di locazione abbisognano di essere adattate alla particolare relazione triangolare creata dall'operazione di *leasing* finanziario,

RICONOSCIUTA, di conseguenza, l'utilità di formulare alcune norme uniformi relative al *leasing* finanziario internazionale principalmente nei suoi aspetti di diritto civile e commerciale,

HANNO convenuto quanto appresso:

CAPITOLO I - SFERA DI APPLICAZIONE E DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

1.- La presente Convenzione disciplina l'operazione di *leasing* finanziario descritta al paragrafo 2, nella quale una parte (il concedente)

a) stipula un contratto (il contratto di fornitura), sulla base delle indicazioni di un'altra parte (l'utilizzatore), con un terzo (il fornitore) in base al quale il concedente acquista impianti, materiali o altri beni strumentali (il bene o il bene strumentale) alle condizioni approvate dall'utilizzatore nella misura in cui lo concernono, e

b) stipula un contratto (il contratto di *leasing*) con l'utilizzatore dando a quest'ultimo il diritto di usare il bene contro pagamento di canoni.

2.- L'operazione di *leasing* finanziario, di cui al paragrafo precedente, è un'operazione che presenta le seguenti caratteristiche:

a) l'utilizzatore sceglie il bene ed il relativo fornitore senza fare primario affidamento sulla capacità di giudizio del concedente;

b) il bene è acquistato dal concedente in collegamento con un contratto di *leasing*, stipulato o da stipulare tra concedente ed utilizzatore e di cui il fornitore è a conoscenza;

c) i canoni fissati nel contratto di *leasing* sono calcolati tenendo conto in particolare dell'ammortamento di tutto o di una parte sostanziale del costo del bene.

3.- La presente Convenzione si applica a prescindere dalla circostanza che l'utilizzatore abbia o meno, fin dal principio o in seguito, l'opzione di acquistare il bene o di prorogare il *leasing* per un periodo ulteriore ed a prescindere dal fatto che tale opzione possa essere esercitata per un prezzo o per un canone nominali.

4.- La presente Convenzione si applica ad ogni operazione di *leasing* concernente ogni bene strumentale ad eccezione di quelli usati dall'utilizzatore essenzialmente per usi personali, familiari o domestici.

Articolo 2

Nei casi di una o più operazioni di *sub-leasing* concernenti lo stesso bene, la presente Convenzione si applica a ciascuna operazione che sia un'operazione di *leasing* finanziario e che sia comunque soggetta alla presente Convenzione, come se il soggetto dal quale il primo concedente (così come definito nel paragrafo 1 dell'articolo precedente) ha acquistato il bene fosse il fornitore, e come se il contratto, in base al quale il bene è stato acquistato, fosse un contratto di fornitura.

Articolo 3

1.- La presente Convenzione si applica allorquando il concedente e l'utilizzatore abbiano la loro sede di affari in Stati diversi e quando:

a) questi Stati o lo Stato nel quale il fornitore ha la propria sede di affari sono Stati contraenti; o

b) il contratto di fornitura ed il contratto di *leasing* sono disciplinati dalla legge di uno Stato contraente.

2.- Nella presente Convenzione, il riferimento alla sede di affari di una delle parti significa, se tale parte ha più di una sede di affari, la sede che ha la più stretta relazione con il contratto in questione e la sua esecuzione, tenuto conto delle circostanze note e contemplate dalle parti in qualsiasi momento anteriore o al momento della conclusione del contratto.

Articolo 4

1.- L'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione non viene meno qualora il bene venga ad essere incorporato o connesso ad un immobile.

2.- Le questioni relative all'incorporazione o alla fissazione del bene ad un immobile, così come quelle relative agli effetti sui diritti *inter se* del concedente e di un soggetto titolare di diritti reali sull'immobile sono regolate dalla legge dello Stato dove tale immobile è situato.

Articolo 5

1.- L'applicazione della presente Convenzione può essere esclusa solo con il consenso di ciascuna delle parti del contratto di fornitura e di ciascuna delle parti del contratto di *leasing*.

2.- Quando l'applicazione della presente Convenzione non sia stata esclusa, in conformità al precedente paragrafo, le parti possono, nelle loro reciproche relazioni, derogare a qualunque delle sue disposizioni o modificarne gli effetti ad eccezione di quanto previsto nel paragrafo 3 dell'articolo 8, nell'alinea b) del paragrafo 3 e nel paragrafo 4 dell'articolo 13.

Articolo 6

1.- Nella interpretazione della presente Convenzione si deve avere riguardo al suo oggetto, ai suoi obiettivi, così come sanciti nel preambolo, al suo carattere internazionale ed all'esigenza di promuovere l'uniformità della sua applicazione così come di

assicurare l'osservanza della buona fede nel commercio internazionale.

2.- Le questioni, relative alle materie disciplinate dalla presente Convenzione e che non sono da essa espressamente regolate, sono disciplinate in conformità ai principi generali sui quali la Convenzione si basa o, in mancanza di tali principi, in conformità alla legge applicabile in virtù delle norme di diritto internazionale privato.

CAPITOLO II - DIRITTI ED OBBLIGHI DELLE PARTI

Articolo 7

1.- a) I diritti reali del concedente sul bene sono opponibili al curatore del fallimento ed ai creditori dell'utilizzatore, compresi i creditori che abbiano compiuto atti cautelari od esecutivi.

b) Ai fini del presente paragrafo il termine "curatore del fallimento" comprende il liquidatore, l'amministratore e qualunque altra persona designata a gestire i beni dell'utilizzatore nell'interesse della massa dei creditori.

2.- Quando, secondo la legge applicabile, i diritti reali del concedente sul bene sono opponibili ai soggetti di cui al paragrafo precedente soltanto a condizione che sia soddisfatta la disciplina in tema di pubblicità, tali diritti sono opponibili a tali soggetti a condizione che detta disciplina sia stata osservata.

3.- La legge applicabile, ai fini del paragrafo precedente, è quella dello Stato che, nel momento nel quale la persona di cui al paragrafo 1 è in grado di invocare le disposizioni di cui al paragrafo 2, è:

a) per ciò che concerne le navi immatricolate, lo Stato nel quale la nave è immatricolata al nome del suo proprietario. Ai fini del presente alinea il locatario del nudo scafo non può essere considerato come proprietario;

b) per ciò che concerne gli aeromobili immatricolati conformemente alla Convenzione relativa alla Aviazione civile internazionale di Chicago del 7 dicembre 1944, lo Stato nel quale l'aeromobile è immatricolato;

c) per ciò che concerne ogni altro bene appartenente ad una categoria di beni che possono essere spostati normalmente da uno Stato all'altro, ivi compresi i motori di aereo, lo Stato nel quale sia situata la principale sede di affari dell'utilizzatore;

d) per ciò che concerne ogni altro bene, lo Stato dove detto bene è situato.

4.- Il paragrafo 2 non pregiudica le disposizioni di altri trattati che importino l'obbligo di riconoscere i diritti reali del concedente sul bene.

5.- Il presente articolo non pregiudicherà la prelazione dei creditori titolari di:

a) un privilegio o una garanzia mobiliare sul bene, costituiti oppure no in virtù di un contratto, fatta eccezione per quelli che derivano da un procedimento cautelare o esecutivo, o

b) un diritto di sequestro, di ritenzione o di disposizione conferito specificamente con riferimento a navi o aeromobili, riconosciuto dalle disposizioni della legge applicabile in base alle norme di diritto internazionale privato.

Articolo 8

1.- a) Fatta riserva per le disposizioni della presente Convenzione e dei contratti di *leasing*, il concedente è esonerato da ogni responsabilità derivante dal bene nei confronti dell'utilizzatore, fatta eccezione per il caso in cui questi abbia subito il danno in ragione dell'affidamento riposto nella capacità di giudizio del concedente, nonchè in ragione dell'intervento di quest'ultimo nella scelta del fornitore e delle caratteristiche del bene.

b) Il concedente è esonerato, in tale sua qualità, da ogni responsabilità nei confronti dei terzi per morte e danni a persone e a cose causati dal bene.

c) Le disposizioni del presente paragrafo non regolano la responsabilità del concedente in diversa qualità, ad esempio in quella di proprietario.

2.- Il concedente garantisce che il pacifico godimento dell'utilizzatore non sarà turbato da soggetti che abbiano la proprietà del bene o altro superiore diritto su di esso o che facciano valere tale diritto di proprietà o diritto superiore nel corso di procedimenti giudiziari, allorchè tale diritto o tale pretesa non risultino da un atto o da una omissione dell'utilizzatore.

3.- Le parti non possono derogare alle disposizioni del paragrafo precedente nè modificarne gli effetti nella misura il cui il diritto o la pretesa derivino da un atto o da un'omissione del concedente o da sua colpa grave.

4.- Le disposizioni previste nei paragrafi 2 e 3 non pregiudicheranno l'eventuale più ampia garanzia di pacifico godimento a carico del concedente che sia inderogabile in base alla legge applicabile secondo le regole di diritto internazionale privato.

Articolo 9

1.- L'utilizzatore deve avere cura del bene, usarlo in modo ragionevole e conservarlo nello stato in cui gli è stato consegnato, fatta eccezione per la normale usura e per ogni modificazione del bene concordata tra le parti.

2.- Quando il contratto di *leasing* giunge a termine, l'utilizzatore deve restituire il bene al concedente nello stato descritto nel paragrafo precedente, a meno che egli non abbia esercitato il diritto di acquistare il bene o di prorogare il contratto di *leasing* per un periodo ulteriore.

Articolo 10

1.- Gli obblighi del fornitore in base al contratto di fornitura potranno essere fatti valere anche dall'utilizzatore come se egli stesso fosse parte di tale contratto e come se il bene gli dovesse essere fornito direttamente. Tuttavia il fornitore non sarà responsabile nei confronti sia del concedente che dell'utilizzatore per il medesimo danno.

2.- Questo articolo non dà tuttavia diritto all'utilizzatore di risolvere o annullare il contratto di fornitura senza il consenso del concedente.

Articolo 11

I diritti dell'utilizzatore, derivanti dal contratto di fornitura in base alla presente Convenzione, non saranno pregiudicati da una modifica di un qualsiasi termine del contratto di fornitura che sia

stato preventivamente approvato dall'utilizzatore, a meno che quest'ultimo non abbia acconsentito a tale modifica.

Articolo 12

1.- Se il bene non viene consegnato o viene consegnato in ritardo o non è conforme al contratto di fornitura:

a) l'utilizzatore ha il diritto, nei confronti del concedente, di rifiutare il bene o di risolvere il contratto di *leasing*; e

b) il concedente ha il diritto di rimediare al suo inadempimento all'obbligo di consegnare il bene in conformità al contratto di fornitura,

come se l'utilizzatore avesse convenuto l'acquisto del bene dal concedente alle stesse condizioni stabilite dal contratto di fornitura.

2.- I diritti previsti dal paragrafo precedente potranno essere esercitati e saranno perduti nelle stesse circostanze che se l'utilizzatore avesse convenuto di acquistare il bene dal concedente alle stesse condizioni sancite dal contratto di fornitura.

3.- L'utilizzatore ha il diritto di trattenere i canoni dovuti in base al contratto di *leasing* fino a che il concedente non abbia rimediato al suo inadempimento all'obbligo di consegnare il bene in conformità al contratto di fornitura, o fino a quando l'utilizzatore non abbia perduto il diritto di rifiutare il bene.

4.- L'utilizzatore, quando abbia esercitato il diritto di risolvere il contratto di *leasing*, può ottenere il rimborso di tutti i canoni pagati e delle altre somme anticipate, dedotta una somma corrispondente ai benefici che abbia potuto ragionevolmente trarre dal bene.

5. L'utilizzatore non ha altra azione nei confronti del concedente, in conseguenza della mancata consegna, della consegna ritardata o della consegna di bene non conforme, salvo che tali eventi non siano attribuibili all'atto o all'omissione del concedente.

6.- Il presente articolo non pregiudica i diritti riconosciuti allo utilizzatore nei confronti del fornitore in base all'articolo 10.

Articolo 13

1.- In caso di inadempienza dell'utilizzatore, il concedente può percepire i canoni scaduti e non pagati così come gli interessi di mora ed i danni.

2.- In caso di sostanziale inadempienza dell'utilizzatore, fatta riserva per quanto previsto dal paragrafo 5, il concedente può anche esigere il pagamento anticipato del valore dei canoni non ancora scaduti, quando questo sia previsto dal contratto di *leasing*, o risolvere tale contratto e, dopo la risoluzione:

a) recuperare il bene; e

b) ottenere un risarcimento del danno tale da porre il concedente nella stessa situazione nella quale egli si sarebbe trovato se l'utilizzatore avesse esattamente adempiuto al contratto di *leasing*.

3.- a) Il contratto di *leasing* può definire il criterio di calcolo dei danni che possono essere risarciti in base all'alinea b) del paragrafo 2.

b) Una tale pattuizione sarà valida tra le parti a meno che essa non comporti un risarcimento eccessivo in rapporto ai danni previsti dall'alinea b) del paragrafo 2. Le parti non possono derogare alle disposizioni del presente alinea nè modificarne gli effetti.

4.- Quando il concedente ha risolto il contratto di *leasing* non può far valere una clausola di tale contratto che preveda il pagamento anticipato del valore dei canoni non ancora scaduti; il valore di tali canoni può tuttavia essere preso in considerazione per il calcolo dei danni che possono essere risarciti in base all'alinea b) del paragrafo 2 ed in base al paragrafo 3. Le parti non possono derogare alle disposizioni del presente paragrafo nè modificarne gli effetti.

5.- Il concedente non può esigere il pagamento anticipato dei canoni non ancora scaduti nè risolvere il contratto di *leasing* in base al paragrafo 2, se non abbia offerto all'utilizzatore una effettiva possibilità di rimediare alla sua inadempienza, a condizione che ciò sia possibile.

6.- Il concedente non può percepire il risarcimento del danno qualora non abbia adottato tutte le cautele ragionevolmente necessarie per limitare l'ammontare del suo danno.

Articolo 14

1.- Il concedente può accordare garanzie sul bene o cedere in tutto o in parte i suoi diritti sullo stesso o quelli che gli derivano dal contratto di *leasing*. Una tale cessione non lo libera da alcuno degli obblighi che gli derivano dal contratto di *leasing*, non altera la natura di tale contratto e non modifica il regime giuridico quale risulta dalla presente Convenzione.

2.- L'utilizzatore può cedere il diritto all'uso del bene o qualsiasi altro diritto che derivi dal contratto di *leasing* a condizione che il concedente abbia acconsentito a tale cessione e sotto riserva dei diritti dei terzi.

CAPITOLO III - DISPOSIZIONI FINALI**Articolo 15**

1.- La presente Convenzione è aperta alla firma in occasione della seduta di chiusura della Conferenza diplomatica per l'adozione dei progetti di Convenzioni dell'Unidroit sul *factoring* e sul *leasing* finanziario internazionali e rimarrà aperta alla firma di tutti gli Stati fino al 31 dicembre 1990 ad Ottawa.

2.- La presente Convenzione è oggetto di ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati firmatari.

3. La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati che non l'abbiano sottoscritta a partire dalla data dalla quale sarà aperta alla firma.

4.- La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante deposito di un formale strumento presso il depositario.

Articolo 16

1.- La presente Convenzione entra in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza del periodo di sei mesi dalla data di deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2.- Allorchè uno Stato ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o aderisce dopo il deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, questa Convenzione entra in vigore nei confronti di tale Stato il primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 17

La presente Convenzione non prevale sulle convenzioni concluse o ancora da concludere; in particolare essa non pregiudica la responsabilità che grava su ogni persona in conseguenza di convenzioni in vigore o future.

Articolo 18

1.- Se uno Stato contraente ha due o più unità territoriali, nelle quali sono applicabili differenti sistemi normativi nelle materie regolate dalla presente Convenzione, esso potrà dichiarare, in occasione della sottoscrizione, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, che la presente Convenzione verrà applicata a tutte le sue unità territoriali o solo ad una o più di esse e potrà in qualsiasi momento sostituire questa dichiarazione con una nuova dichiarazione.

2.- Queste dichiarazioni devono essere notificate al depositario e devono indicare espressamente le unità territoriali alle quali si applica la Convenzione.

3.- Se, in virtù di una dichiarazione fatta in conformità con il presente articolo, questa Convenzione si applica ad una o più, ma non a tutte le unità territoriali di uno Stato contraente, e se la sede di affari di una parte è situata in questo Stato, tale sede di affari, ai fini della presente Convenzione, si considera localizzata in uno

Stato contraente, soltanto se è situata in una unità territoriale in cui opera e si applica la Convenzione.

4.- Se uno Stato contraente non fa alcuna dichiarazione ai sensi del paragrafo 1, la Convenzione deve essere applicata in tutte le unità territoriali di questo Stato.

Articolo 19

1.- Due o più Stati contraenti che, nelle materie regolate dalla presente Convenzione, applicano norme giuridiche identiche o sostanzialmente coincidenti, possono dichiarare in ogni momento che la Convenzione non si applica quando il fornitore, il concedente e l'utilizzatore hanno la loro sede di affari in questi Stati. Tali dichiarazioni possono essere fatte congiuntamente o mediante dichiarazioni unilaterali e reciproche.

2.- Ogni Stato contraente che, nelle materie regolate dalla presente Convenzione, applica norme giuridiche identiche o sostanzialmente coincidenti con quelle di uno o più Stati non contraenti, può, in ogni momento, dichiarare che la Convenzione non si applica allorchè il fornitore, il concedente e l'utilizzatore hanno le loro sedi di affari in tali Stati.

3.- Se uno Stato al quale si riferisce una dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente successivamente diviene Stato contraente, la menzionata dichiarazione avrà, a partire dalla data nella quale la presente Convenzione entrerà in vigore in tale Stato, l'effetto di una dichiarazione resa in virtù del paragrafo 1, a condizione che il nuovo Stato contraente si associ a tale dichiarazione o faccia una dichiarazione unilaterale e reciproca.

Articolo 20

Ogni Stato contraente può, in occasione della sottoscrizione, ratifica, accettazione, approvazione o adesione dichiarare che esso sostituirà al paragrafo 3 dell'articolo 8 il suo diritto interno se questo non consente al concedente l'esonero da responsabilità per colpa o negligenza.

Articolo 21

1.- Le dichiarazioni rese in virtù della presente Convenzione al momento della sottoscrizione sono soggette a conferma in occasione della ratifica, accettazione o approvazione.

2.- Le dichiarazioni e le conferme di tali dichiarazioni devono essere rese per iscritto ed essere formalmente notificate al depositario.

3.- Le dichiarazioni producono i loro effetti contemporaneamente all'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti degli Stati interessati alla loro applicazione. Tuttavia le dichiarazioni, di cui il depositario riceve formale notifica dopo tale entrata in vigore, producono effetto dal primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data di ricezione da parte del depositario. Le dichiarazioni unilaterali e reciproche, rese in virtù dell'articolo 19, producono effetto dal primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data di ricezione dell'ultima dichiarazione da parte del depositario.

4.- Ogni Stato che fa una dichiarazione in virtù della presente Convenzione può in qualsiasi momento revocarla mediante formale notifica per iscritto indirizzata al depositario. Tale revoca produrrà effetto dal primo giorno del mese successivo al sesto mese dalla data di ricezione della notifica da parte del depositario.

5.- La revoca di una dichiarazione resa in virtù dell'articolo 19 rende inefficace, nei confronti dello Stato che l'ha resa, dalla data in cui la revoca produce effetto, ogni dichiarazione congiunta o unilaterale e reciproca resa da un'altro Stato ai sensi di detto articolo.

Articolo 22

Non sono ammesse riserve se non quelle espressamente consentite dalla presente Convenzione.

Articolo 23

La presente Convenzione si applica alle operazioni di *leasing* finanziario quando il contratto di *leasing* e il contratto di fornitura sono ambedue conclusi dopo l'entrata in vigore della Convenzione o negli Stati contraenti a cui si riferisce l'alinea a) del paragrafo 1 dell'articolo 3, o nello Stato o negli Stati contraenti di cui all'alinea b) del paragrafo 1 di detto articolo.

Articolo 24

1.- La presente Convenzione può essere denunciata da ogni Stato contraente in ogni momento a decorrere dalla data di entrata in vigore della stessa in quello Stato.

2.- La denuncia si effettua mediante deposito di un formale strumento presso il depositario.

3.- La denuncia produce i suoi effetti dal primo giorno del mese successivo al sesto mese a decorrere dalla data del deposito dello strumento di denuncia presso il depositario. Allorchè nella denuncia sia previsto un periodo più lungo per la produzione dei suoi effetti questa produrrà i suoi effetti alla scadenza di tale più lungo periodo a decorrere dal suo deposito presso il depositario.

Articolo 25

1.- La presente Convenzione è depositata presso il Governo del Canada.

2.- Il Governo del Canada:

a) informa tutti gli Stati che hanno sottoscritto la presente Convenzione o che vi abbiano aderito e il Presidente dell'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (Unidroit) su:

i) ogni nuova sottoscrizione e ogni deposito di strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione e sulla data in cui tale sottoscrizione o tale deposito si sono verificati;

ii) ogni dichiarazione resa in virtù degli articoli 18,19 e 20;

iii) ogni revoca di dichiarazione resa in virtù del paragrafo 4 dell'articolo 21;

iv) la data di entrata in vigore della presente Convenzione;

v) il deposito di ogni strumento di denuncia della presente Convenzione, così come sulla data in cui tale deposito si è verificato e sulla data a decorrere dalla quale la denuncia produce i suoi effetti;

b) trasmette copie conformi e certificate della presente Convenzione a tutti gli Stati firmatari, a tutti gli Stati che vi abbiano aderito e al Presidente dell'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato (Unidroit).

Del che fanno fede i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati dai rispettivi governi, che a tal fine hanno firmato la presente Convenzione.

Redatta a Ottawa, il ventotto di maggio del millenovecentottantotto in un solo originale del quale le versioni inglese e francese sono ugualmente autentiche.